

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 14 NOVEMBRE 2018**

JP/VA

**OBJET : II.2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – RECOURS SERVICE  
REMPLACEMENT PERSONNELS ADMINISTRATIFS – CGFPT07**

L'an deux mille dix-huit, le quatorze du mois de novembre à quinze heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

Était absent :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

**OBJET : II.2.2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – RECRUTEMENT SERVICE  
REMPLACEMENT PERSONNELS ADMINISTRATIFS – CGFPT07**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

Un service de remplacement des personnels administratifs existe auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Ardèche, ce conformément à l'article 25 de la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée. Le but est de permettre aux collectivités de pallier les absences momentanées d'agents ou de faire face à un surcroît de travail.

Ce service, composé d'une équipe d'agents non titulaires de droit public, peut intervenir dans la limite de l'article 3 – 1° et 2° alinéas de la loi n°84.53 du 26 janvier 1984, à savoir :

- **Au titre de l'article 3 – 1<sup>er</sup> alinéa** : congé de maladie ; congé de maternité, parental, de présence parentale ; autorisation de travail à temps partiel ; ou afin de faire face temporairement et pour une durée maximale d'un an à la vacance d'un emploi qui ne peut être immédiatement pourvu dans les conditions prévues par la loi.
- **Au titre de l'article 3 – 2<sup>ème</sup> alinéa** : pour un besoin occasionnel ou saisonnier (ex. remplacement de congés annuels, surcroît de travail...).

Pour ce faire, tout recrutement doit transiter par le Centre de Gestion qui effectue l'ensemble des tâches administratives : établissement de convention, contrat de travail, rémunérations, déclarations de charges administratives...

Le coût de ce service, facturé à la collectivité publique par le Centre de Gestion, comprend : le traitement brut indiciaire de l'agent non titulaire (qui ne peut pas être supérieur au traitement de l'agent remplacé), les charges sociales y afférent ; le supplément familial si l'agent peut y prétendre ; l'assurance « risques statutaires » des agents non titulaires souscrite par le CDG 07 ; l'indemnité compensatrice de congés annuels non pris du fait de l'Administration ; le régime indemnitaire, ainsi que les charges sociales qui en découlent, dès lors que la collectivité l'octroie à l'agent ; le paiement d'heures supplémentaires ou complémentaires effectuées par l'agent à la demande de l'autorité territoriale avec information préalable du Centre de Gestion ; les frais de gestion s'établissant à 10 % des sommes totales ci-dessus détaillées.

Pour pouvoir bénéficier de ce service en cas de besoin, une convention d'affectation d'un personnel non titulaire doit être signée entre la collectivité et le Centre de Gestion.

Le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, décide de :

- **APPROUVER** les termes de la convention d'affectation avec le Centre de Gestion,
- **AUTORISER** le président à signer cette convention et à faire appel en cas de besoin au service de remplacement des personnels administratifs du centre de gestion,
- **DIRE** que les crédits correspondant seront inscrits au budget de la collectivité.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL